

Eclairage public : les politiques actuelles tiendront-elles face à la grogne populaire ?

Forte mobilisation Outre-Manche pendant le mois de décembre, suite à la publication d'un rapport sur les pratiques d'extinction anglaises (environ 90 articles, dont de nombreux dans les plus gros médias anglais). Deux camps se dessinent : les collectivités qui coupent à cause de contraintes budgétaires, et les habitants et associations d'utilisateurs qui tentent de combattre ce phénomène grandissant.

Une pratique multipliée par 8 depuis 2010

Le gouvernement britannique a publié les résultats d'une étude menée sur 150 collectivités anglaises concernant l'éclairage public.

Sur les 150 collectivités compétentes en éclairage public, 141 ont répondu aux questions avec les résultats suivants :

- 106 pratiquent soit la gradation soit l'extinction
- 35 ne font aucun des deux
- 42 font les deux

Résultats : sur les 5,7 millions de points lumineux anglais, 1,36 seraient éteints ou verraient leur intensité lumineuse diminuée la nuit, soit presque un quart des points lumineux anglais, contre 3 % en mai 2010. Au total, 2,6 % des points lumineux étaient soit éteints soit dimmés en 2010, contre 26 % à l'heure actuelle, répartis de la façon suivante :

- 797 000 points lumineux verraient leur intensité diminuer la nuit, contre 79 000 en 2010. (Thisislocallondon.co.uk - 22 décembre 2014)
- 558 000 points lumineux seraient éteints aujourd'hui, contre 148 000 en 2010

Toutefois, il faut noter une différence nette entre les collectivités gérées par les Conservateurs et les villes gérées par les Travaillistes. Si 29 % des points lumineux sont éteints ou dimmés dans les communes gérées par les conservateurs, seuls 13 % des points le sont dans les collectivités gérées par les Travaillistes.

(Dalymail.co.uk - 22 décembre 2014)

Les habitants et associations d'usagers ne sont pas d'accord

Toutefois, la grogne de plusieurs associations et groupements d'utilisateurs continue de se faire entendre. Les arguments portent sur les deux peurs qui reviennent le plus fréquemment : l'augmentation de l'insécurité et les dangers de la route.

Augmentation de la mortalité routière suite à l'extinction de l'éclairage

Le responsable de l'association des automobilistes déclare quant à lui que les accidents augmentent, particulièrement sur les routes limitées à 40 non

éclairées. 6 cas d'accidents auraient déjà été identifiés pour lesquels le médecin légiste peut attester que l'absence d'éclairage est en cause de la mortalité. De plus, l'association note que là où l'éclairage est éteint, le nombre d'accidents diminue moins vite que sur les routes où la lumière est maintenue. (ltv.com - 6 décembre 2014)

Selon les statistiques du gouvernement, sur les 5 dernières années d'amélioration de la sécurité routière, les accidents de nuit sur des routes sans dangers apparents avec éclairage ont chuté de 18,6 % en général, et de 24 % par temps pluvieux, neigeux ou verglaçant. Sur les routes non éclairées, la baisse n'a pourtant été que de 12 % en général et de 16,7 % par mauvais temps. (Lep.co.uk - 8 décembre 2014)

Les associations de médecins et malade se mobilisent également. Une récente étude a d'ailleurs démontré que 80 % des personnes atteintes de dystrophie rétinienne (rétinite pigmentaire) (cause de perte de vision la plus répandue chez les personnes en âge de travailler) n'ont plus de vision dans l'obscurité. La vision nocturne est d'ailleurs la première à être perdue lorsque l'on prend de l'âge.

Selon Joe Irvin, délégué général de l'association des piétons, ¼ des personnes rencontrent des problèmes lorsque l'éclairage est éteint ou diminué.

Augmentation de l'insécurité

Les habitants, hommes politiques et associations d'usagers assurent également que le nombre de crimes commis a augmenté. Coté théorie, ils se basent sur une étude de Cambridge de 2008 qui a conclu que l'éclairage public servait bel et bien à prévenir les crimes. « D'autres études ont montré que les crimes diminuaient d'environ 20 % dans les espaces publics bien éclairés ».

(Dalymail.co.uk - 22 décembre 2014)

Le comté d'Essex, où 83 % des points lumineux sont éteints, leur sert également d'exemple. Un mois après l'extinction, la police de Brentwood du Comté a demandé à ce que l'éclairage soit rétabli suite à une augmentation des cambriolages. (Independant.co.uk - 22 décembre 2014)

Du côté français

En France, il semble que ce soit le même cas de figure. Plusieurs articles ont fait état du mécontentement des habitants face à l'extinction. D'autres ont fait état des préférences des Français pour la gradation. L'interruption totale d'éclairage public est refusée par la majorité des sondés, comme le titre Le Parisien « des économies, oui mais pas sur l'éclairage public ». ([Le Parisien.fr](http://LeParisien.fr) - décembre 2014 / Mon43.fr - 5 décembre 2014)

Note de l'AFE

L'AFE a rédigé en novembre 2014 une fiche pédagogique sur le thème « Eclairage et (in)sécurité ».

[Vous pouvez la consulter ici](#)